

Notre taux de croissance des paiements de péréquation s'établira à 9,8 p. 100—pas tout à fait aussi élevé que celui de la province de Nouvelle-Écosse, mais quand même très important. Et quand on tient compte des trois paiements de transfert qui seront effectués en vertu du financement des programmes établis et du Régime d'assistance publique du Canada, nous arrivons à un taux de 5,1 p. 100, ce qui est bien supérieur au taux d'inflation.

Il ne fait aucun doute que les provinces sont tout aussi responsables d'assurer les services d'enseignement et de soins de santé. Le gouvernement fédéral n'a pas à se charger de cette tâche à lui seul.

• (1250)

Toutes les provinces affichent des déficits à cause des difficultés financières éprouvées d'un bout à l'autre de notre grand pays. D'autres pays connaissent les mêmes difficultés, nous le reconnaissons tous, et nous faisons tout notre possible pour rétablir la situation et créer davantage d'emplois.

Il y a à l'heure actuelle d'autres partis politiques—le Parti réformiste notamment—qui parcourent le pays en préconisant de réduire d'environ 15 p. 100 l'intervention du gouvernement fédéral. Voilà qui devrait faire bondir les députés de l'opposition. Si l'on réduisait de 15 p. 100 les paiements de péréquation aux provinces, je craindrais une guerre civile.

C'est ce que je crains, car le Parti réformiste, ce parti qui se pose en sauveur dans l'ouest du Canada, préconise une réduction importante des dépenses fédérales, et je suis certain que ce secteur n'y échapperait pas.

Sachant ce que signifie une réduction de 15 p. 100, les députés reconnaîtront certainement que nos augmentations de 5 p. 100, et dans certains cas, de 6 ou 8 p. 100, ne réduisent pas les paiements de transfert, et je puis vous assurer que nous n'avons absolument pas l'intention de les suspendre ni de nous dérober à notre engagement concernant cet aspect très important du fédéralisme. D'une manière tout à fait raisonnable et après consultations, nous demandons aux provinces d'examiner elles aussi leur budget et leurs programmes de très près. Leur participation doit être égale à celle du gouvernement fédéral dans des secteurs où l'on manque de ressources.

Il est certain que, durant une récession, les rentrées sont moins élevées. On a toujours besoin d'argent. Comme vous le savez, même la riche province de l'Alberta est aux prises avec des déficits, elle qui a connu une telle croissance à un certain moment, elle qui avait des recettes nettement supérieures à ses dépenses.

Nous devons être réalistes. Ceux qui, en l'occurrence, s'empressent de blâmer le gouvernement ne présentent pas les faits tels qu'ils sont et n'ont pas de comptes à

Initiatives ministérielles

rendre à tous les Canadiens en ce qui concerne l'administration des finances publiques. De plus en plus de Canadiens nous demandent de dépenser moins. En outre, le gouvernement actuel a réduit un peu l'impôt sur le revenu des particuliers. Le ministre des Finances a pris là une excellente initiative, car cette mesure risque d'inciter le contribuable à travailler fort et peut-être même à réaliser quelques économies.

J'invite les députés d'en face à examiner ces chiffres et à reconnaître que nous avons agi d'une manière très responsable. Quand les députés d'en face sont prêts à bondir pour nous accuser d'avoir enlevé aux pauvres toute possibilité de s'instruire et d'avoir réduit les services de santé au point qu'il est impossible d'obtenir un lit dans les hôpitaux, ils ne disent pas tout à fait la vérité.

Le gouvernement a respecté les limites financières qu'il s'était fixées, en reconnaissant que l'activité économique est à la baisse et en espérant que l'économie se redressera. Nous avons maintenu les taux d'intérêt à un niveau raisonnable, même si, quand ils ont grimpé de 1/4 ou 1/2 p. 100 et que les taux hypothécaires ont augmenté de 3/4 p. 100, tous les députés d'en face ont paniqué. Il faut reconnaître que nous avons maintenu à un niveau acceptable un taux d'inflation qui nuit énormément à l'économie. Les taux d'intérêt se maintiennent à un niveau qui me semble raisonnable, par rapport au niveau observé il y a 15 ans. Certains signes laissent croire que le budget a stimulé les mises en chantier bien au-delà de ce que nous espérons, et pourtant, les députés de l'opposition ne sont pas satisfaits. Je crois que nous allons dans la bonne direction avec ce projet de loi.

J'ai entendu le chef de l'opposition dire que nous devrions accroître le déficit pour favoriser à court terme la création d'emplois.

J'ai vu ce que l'opposition a fait quand elle était au pouvoir; elle a augmenté le déficit non seulement de quelques milliards, mais de plusieurs milliards de dollars pour tenter de relancer l'économie. Cela n'a donné que très peu d'avantages à court terme et beaucoup de misère à long terme pour toutes les générations à venir, pour tous nos jeunes. Cette attitude ne serait pas tolérée de nos jours. L'époque où l'on gonflait le déficit pour tenter de relancer l'économie est révolue. Les Canadiens ne toléreront plus ce genre de décision.

Je peux vous garantir que les députés de notre parti n'ont pas l'intention d'accroître le déficit à un taux alarmant, comme cela s'est fait par le passé. Ce n'est pas une façon d'entrevoir l'avenir, de mener une entreprise ou de diriger un pays. Je voudrais que notre pays reste fort et qu'il fasse toujours bon y vivre, comme le rappelaient les Nations Unies. Ce n'est pas en dépensant et en augmentant le déficit qu'on y arrivera.